



Six Outils Nouveaux pour Maîtriser les Nouveaux Risques.

Par Raymond Van Ermen, Forum Permanent de la Société Civile.

En quoi le rôle de la société civile évolue-t-il ? Quels en sont les instruments ? Que peut-on faire “avec” l’UE ? Que peut-on faire sans attendre l’UE ? Que faut-il pour que la “capacité d’innovation de l’UE” s’accroisse à nouveau ? Telles sont les questions auxquelles la présente note cherche à répondre pour que la société civile puisse coopérer avec l’UE pour accélérer la transition vers une « nouvelle économie » et « un nouveau rêve européen »,.

Le nouveau contexte pour réfléchir au rôle de la société civile.

Le phénomène de la globalisation se décline en changements technologiques couplés à des changements dans la manière de gérer les affaires et conduisant, les uns comme les autres, à une accentuation de l’interdépendance mondiale et à un renforcement du caractère systémique de la société « mondialisée ». Ce caractère systémique est caractérisé par :

- La suppression des distances,
- L’immédiateté,
- Une comparabilité renforcée
- Des achats à bas prix (*low cost*) et par Internet avec changement des règles notamment en termes de brevets et de comportements (flux touristiques),
- Un problème de rareté concernant plusieurs stades du cycle de vie allant de l’accès aux matières premières jusqu’aux déchets à recycler (déchets métalliques accaparés par la Chine),
- Une modification du concept de sécurité (l’énergie et l’eau sont devenues des facteurs de guerre) et, en particulier, de la “sécurité humaine”,
- Des investissements/prises d’intérêt croisés à travers toute la planète : Chine/USA, Inde et Russie/Europe, etc.,
- Une économie par Internet qui pourrait être développée en une économie “par le peuple et pour le peuple”,
- Une pauvreté qui fluctue selon les régions du monde, qui régresse ici et s’accroît là.

Dans le cadre de la globalisation, l’État, comme entité limitée par un territoire géographique délimité, est désavantagé par rapport aux entreprises et à la société civile qui ne connaissent pas les frontières. L’État doit alors s’associer à d’autres États, notamment dans le cadre d’ensembles régionaux comme l’UE, et/ou s’associer avec des diasporas, des entreprises et la société civile globalisée.

L’Union Européenne, comme les USA, dispose de vastes territoires d’outre mer, a gardé des relations fortes avec maints pays tiers, a – grâce notamment à sa société civile et ses entreprises - une présence économique et culturelle forte dans le monde. La Chine et l’Inde ont l’avantage de pouvoir compter sur de fortes diaspora et d’une puissance économique montante. La Russie, l’Afrique du Sud, et le Brésil ont des avantages particuliers en termes de ressources naturelles. Les Pays du Golfe ont des ressources naturelles clefs et une diaspora active sur le plan religieux.

Le recours aux « instruments du marché », appelé de ses vœux par le législateur en Europe a transformé, tout particulièrement en Europe, les rôles respectifs de l’État, de l’Entreprise et de la Société Civile. Ces 3 types d’acteurs sont maintenant devenus tous des définisseurs de normes « éthiques », des investisseurs socialement responsables et acheteurs de produits durables, des agents construisant de la confiance et évaluant les performances en matières de développement durable.

FORUM

Permanent Forum of Civil Society
Forum Permanent de la Société Civile
Ständiges Forum der Zivilgesellschaft



L'UE n'a pas de problème majeur avec l'*establishment* de la "société civile organisée" qui jouit d'un "oligopole de la représentation" (ce qui conduit à des erreurs d'appréciation sur les sentiments réels des Européens). Mais, par contre, elle a de gros problèmes avec une large part de ses citoyens, y compris ceux qui sont censés être « représentés » par la société civile organisée. La mobilisation d'internet jusqu'ici n'a été utilisée avec succès que par les partisans du non à la constitution. En "abandonnant" ses symboles qui disparaissent du Traité Modificatif, l'UE fait de la citoyenneté européenne, une citoyenneté "insaisissable" (*elusive citizenship* – ECAS).

Dans son opposition à toutes formes éventuelles de dictature – dictature politique ou dictature du marché – la société civile dispose, en sus du bénévolat de ses membres, de moyens : la Charte des Droits Fondamentaux (son bouclier), le droit de vote (sa lance), le pouvoir d'achat et d'investir (son glaive) et Internet (son char). A ses yeux, ces moyens doivent être les leviers d'une société du bien-être pour tous.

Les principaux facteurs susceptibles de transformer l'économie mondiale sont liés aux effets systémiques environnementaux, économiques et démographiques du développement avec des « chocs » liés aux boucles de rétroaction dont certaines sont annoncées depuis plus de 30 ans :

- Raréfaction des ressources (eau, énergie, agriculture, matières premières) liées à l'effet conjoint du changement climatique et de la croissance économique,
- Risque de nouvelle glaciation et impact énergétique et sécuritaire (notamment migratoire).
- Transformation du mixe énergétique liée au changement climatique et à la croissance économique avec des implications fortes notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'agriculture,
- Besoin d'une "sécurité humaine" (les objectifs du Millénaire).

Nous sommes aujourd'hui au pied du mur, face à de nouveaux risques, et nous devons accélérer la transition vers une nouvelle économie à faible émission de carbone et efficace sur le plan des ressources tout comme vers un « nouveau rêve européen » où « nouvelle économie » et « société de bien-être pour tous » vont de paire. Nous devons nous en donner les moyens.

Six nouveaux outils.

Dans ce contexte , le rôle et la place de la société civile sont appelés à évoluer. L'Action du Forum porte sur **deux piliers** (la démocratie participative et une éco-vision de l'Union) et **six outils** pour maîtriser les nouveaux risques car :

Le système de gouvernance mondiale et européenne actuel n'est pas adapté pour faire face aux facteurs de changement décrits plus haut. Il faut donc :

1. Un nouveau *cadre territorial et institutionnel*: le "Second Anneau Olympique" que représenterait l'*Alliance des Trois Mers* et ses 4 *corbeilles* en est un exemple.
2. Une nouvelle forme de "*synergie organisée*" entre définisseurs de normes, investisseurs socialement responsables et acheteurs de produits durables, agents construisant de la confiance et évaluant les performances en matière de développement durable. Cette synergie organisée devrait venir en appui à la *stratégie européenne du développement durable* qui devrait devenir "la plus grande des poupées russes" des stratégies de l'Union, y compris celle de Lisbonne.

Le système d'implication des citoyens n'est lui non plus pas adapté. Il faut que l'Union européenne crée un *espace public européen* et soit la première entité institutionnelle à donner à ses citoyens les moyens (*empowered*) de pouvoir :

3. Rédiger collectivement avec le Parlement Européen et en utilisant internet une nouvelle vision de la mission de l'UE: *la déclaration d'interdépendance* .

FORUM

Permanent Forum of Civil Society
Forum Permanent de la Société Civile
Ständiges Forum der Zivilgesellschaft



4. Exercer de *nouveaux droits de vote pan-européens* pour promouvoir un vaste débat démocratique européen: le référendum pan-européen et l'élection du Président de la Commission au suffrage universel.
5. Exercer *son second droit de vote pour transformer la mondialisation* : utiliser son pouvoir financier pour des investissements et des achats "durables" qui impacte toute la chaîne de valeurs et de cycle de vie des produits et nos relations avec les autres parties du monde.
6. Participer directement et financièrement à l'action contre le changement climatique notamment par la mise en place d'une stratégie de *CO₂ domestique* (certificats d'économie d'énergie, prêts bonifiés et fonds carbone).

Or, par rapport à ces 6 outils, on peut constater que :

- Le Traité Modificatif, dans la forme de l'accord de Juin 2007 apporte peu.
- La stratégie européenne du développement durable pourrait être un cadre utile pour impliquer, dans le cadre d'une économie de marché, les définisseurs de normes durables, les investisseurs, acheteurs et agences de notification ainsi que les citoyens, mais il faudra voir les conclusions du Conseil de Décembre 2007.
- Les projets Euro-Med, pour la politique de voisinage, pour les accords Euro-Asie et Euro-ACP et pour le Moyen-Orient devraient être profondément modifiés.
- Les accords post-Kyoto et les accords avec les États-membres pourront être cruciaux en matière de CO₂ domestique.

Pour que la société civile puisse coopérer avec l'UE pour accélérer la transition vers une « nouvelle économie » et « un nouveau rêve européen », les systèmes actuellement en place sont inadéquats pour "relancer la capacité d'innovation de l'Union" . C'est pourquoi :

- Le Forum appuie le projet d'Agora du Parlement Européen et se félicite des deux thèmes choisis pour les deux premiers exercices (Traité et Climat) tout en demandant que l'Agora se saisisse du projet de Déclaration d'Interdépendance,
- Le Forum demande que la stratégie européenne du développement durable soit inscrite dans un cadre nouveau de concertation marqué par l'adoption d'un "Pacte Écologique, Social et Culturel".

Le 7 septembre 2007.

Raymond Van Ermen,
Rapporteur du Forum.

Bibliographie : voir site www.raymondvanermen.org